**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 27 mai 2013

CP 13/05-31

L'an deux mille treize, le 27 mai à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Quorum à l'ouverture de la réunion (présents ou ayant donné procuration de vote) : MM. Baylet, Empociello, Cambon, Massip, Astoul, Albert, Gonzalez, Descazeaux, Roger, Roset, Hébral, Marty, Lavabre, Capayrou et Quéreilhac.

FONDS D'INTERVENTION AGRICOLE D'URGENCE (F. I. A. U.)

Dans sa séance du 17 novembre 2011, le Conseil Général a créé le Fonds d'Intervention Agricole d'Urgence (F.I.A.U.) afin d'aider les agriculteurs confrontés à un aléa conjoncturel grave qui fragilise leur exploitation.

Les dossiers, après instruction par les services du Conseil Général, sont examinés pour avis par la Commission de l'Agriculture et soumis à la décision de la Commission Permanente.

Critères d'éligibilité :

- ◆ Avoir le statut d'exploitant agricole,
- ◆ Subir un aléa conjoncturel reconnu officiellement,
- ◆ Ne pas bénéficier du R.S.A. ou ne pas avoir déposé de demande de R.S.A. de façon concomitante.

Évaluation de la perte :

La perte est évaluée sur la base des barèmes départementaux. En cas d'évaluation déjà réalisée par un organisme public, c'est cette évaluation qui sera prise en compte.

Taux de subvention :

Le taux de subvention retenu est de 40 % de la perte, toutes aides publiques confondues. Celle du Conseil Général viendra après déduction des autres aides publiques, accordées pour corriger les effets de l'aléa conjoncturel.

Pour les exploitants ayant déposé un dossier auprès du Conseil Général, sans avoir fait de demande d'aide auprès d'autres organismes publics susceptibles d'en accorder, la subvention du Conseil Général sera réduite de moitié.

Régime de minimis :

D'un point de vue réglementaire, l'aide du Conseil Général s'inscrit dans le régime de minimis qui, dans le domaine agricole, est plafonné à 7 500 € par exploitation sur trois années consécutives (toutes aides de minimis confondues).

En application de ces dispositions, j'ai l'honneur de soumettre à votre examen la liste de 17 agriculteurs éligibles.

Ces dossiers sont liés aux aléas climatiques reconnus au titre des calamités agricoles :

- * sécheresse 2011 perte de fourrage,
- * perte de récolte prunes « Bavay » et « Président » 2011,
- * perte pommes, poires, cerises 2012,
- * perte de fonds, vignes-mères porte-greffes.

Compte tenu de ce qui précède, je vous serais obligé de bien vouloir délibérer et me faire connaître votre décision.

Je vous précise que ces subventions seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet, à l'article 674 529 sous-fonction 928 du Budget Départemental.

◆ Autorisation d'Engagement 2013	500 000 €
◆ Engagement à ce jour	0 €
◆ Engagement à la présente Commission	48 943 €
◆ Disponible sur l'exercice 2013	451 057 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu la délibération de l'Assemblée du 17 novembre 2011, décidant la création du F.I.A.U. afin d'aider les agriculteurs confrontés à un aléa conjoncturel grave qui fragilise leur exploitation,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve la répartition des subventions accordées au titre du Fonds d'Intervention Agricole d'Urgence pour un montant global de 48 943 € ;
- Impute les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à l'article 674529, sous-fonction 928 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,